

Le plan banlieue reste très loin de ses objectifs

LE MONDE | 29.12.08 | 14h05

La faute aux élites ? A l'administration ? En reconnaissant que le plan banlieue avait pris du retard, Fadela Amara, la secrétaire d'Etat à la politique de la ville, a tenté de faire porter la responsabilité des lacunes actuelles sur d'autres épaules que les siennes. L'ancienne présidente de l'association Ni Putes ni soumises fustige ainsi des "hauts fonctionnaires" qui freineraient la mise en oeuvre des mesures, en particulier l'installation de délégués du préfet chargés de coordonner l'action de l'Etat dans 350 quartiers sensibles.

"A l'heure où je vous parle, les 350 délégués du préfet annoncés par le président au mois de février, il n'y en a même pas une quinzaine en fonction. C'est quand même scandaleux", a expliqué M^{me} Amara, le 21 décembre. Ces délégués du préfet sont censés remplacer les "délégués de l'Etat" et servir d'intermédiaires entre la population et les administrations.

Mais le bilan se révèle, en réalité, très mitigé pour l'ensemble des promesses effectuées ; les premiers résultats devant être officiellement présentés le 20 janvier lors d'un comité interministériel à la ville. Ce constat a amené Nicolas Sarkozy à estimer publiquement, le 17 décembre, que le plan banlieue n'allait *"pas assez vite"*. Pour l'emploi notamment, considéré comme le dossier le plus important, moins de la moitié des objectifs ont été tenus. Le secrétariat d'Etat annonce 2 000 contrats autonomie signés fin 2008, contre 4 500 prévus à cette date et 45 000 promis en trois ans. *"On a pris du retard sur les appels d'offres, les cahiers des charges, les mesures juridiques. On a perdu deux mois",* explique M^{me} Amara. Ces difficultés se produisent alors que les quartiers populaires risquent d'être parmi les plus durement touchés par la crise.

Le secrétariat d'Etat doit également se contenter de mesures limitées. L'illustration la plus significative de ces difficultés concerne la mise en place du "busing", un dispositif importé des Etats-Unis pour favoriser une plus grande mixité sociale dans les écoles. Lors de l'annonce du plan, il y a dix mois, M. Sarkozy avait fixé l'objectif de 50 communes expérimentant ce modèle d'affectation des élèves des quartiers dans des écoles plus favorisées. Fin 2008, seules sept communes s'étaient lancées dans l'opération. Cinq autres pourraient s'y ajouter en septembre 2009.

Dans ce contexte, la seule nouvelle favorable est venue de la rénovation urbaine. La crise économique, en rendant urgente la mise en place d'un plan de relance, a contraint l'Etat à revoir ses objectifs à la hausse. Alors qu'un rapport du comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) s'inquiétait du désengagement de l'Etat et des difficultés de financement des opérations à moyen terme (*Le Monde* du 13 novembre), le gouvernement a annoncé le déblocage anticipé de 350 millions d'euros pour permettre le lancement de nouveaux travaux dès 2009.

Luc Bronner

Article paru dans l'édition du 30.12.08